

L'Union africaine adopte certaines réformes internes

Arrib News, 18/11/2018 Source AFP L'Union africaine a adopté dimanche un certain nombre de réformes visant à rationaliser l'organisation continentale et à obliger les Etats membres à respecter leurs obligations financières, lors d'un sommet extraordinaire convoqué pour faire avancer les changements débattus de longue date.

Le président en exercice de l'UA, le dirigeant rwandais Paul Kagame, a salué les progrès réalisés lors du sommet qui s'est tenu ce weekend au siège de l'organisation à Addis Abeba malgré le fait que certaines de ses propositions de réformes aient été rejetées. "Aujourd'hui, nous avons lancé la Commission (l'exécutif de l'UA) sur une trajectoire plus performante avec des effets bénéfiques qui se feront sentir pendant des décennies", a déclaré M. Kagame, dont le mandat de président de l'UA expire au début de l'année prochaine. "Nous avons fait notre part du travail pour poursuivre le voyage et je m'attends à ce que le prochain (...) président de l'Union africaine poursuive sur la même lancée et avec les mêmes progrès", a-t-il ajouté à la clôture du 11e sommet extraordinaire de l'UA. En 2016, celle-ci avait chargé M. Kagame de remanier l'organisation continentale qui est souvent considérée comme inefficace et trop dépendante des donateurs. Il a dévoilé ses propositions l'année suivante. Malgré des avancées enregistrées, la majorité des 55 Etats membres de l'UA ont rejeté le projet de M. Kagame de donner au chef de la Commission de l'UA le pouvoir de nommer ses propres adjoints et commissaires. Cela était considéré comme une mesure visant à rendre l'administration plus responsable devant son chef. Le sommet a toutefois soutenu les mesures visant à rationaliser l'organisation panafricaine tout en garantissant des recettes auprès des Etats membres et en sanctionnant ceux qui ne versent pas leurs contributions. L'UA dépend actuellement des donateurs étrangers qui, en 2019, paieront 54% d'un budget total de 681,5 millions de dollars (596 millions d'euros). - Fonds de crise - L'Union africaine a également accepté de réduire le nombre de ses commissions de huit à six, la paix et la sécurité fusionnant avec les affaires politiques et le commerce et l'industrie fusionnant avec les affaires économiques, a déclaré le Tchadien Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA aux journalistes. Samedi, l'UA avait lancé un fonds destiné à financer les réponses aux crises sur le continent avant qu'elles ne dégénèrent en conflits ouverts. Ce fonds devrait être doté à terme de 400 millions de dollars mais seuls 60 millions ont été recueillis jusqu'à présent auprès de pays africains. Le Fonds pour la paix fait partie des propositions visant à sevrer l'UA de l'argent des donateurs étrangers, dont la pièce maîtresse est une taxe sur les importations de 0,2% destinée à financer l'organisation que 24 pays sont en train de mettre en place. Les Etats-Unis ont critiqué ce projet arguant qu'il viole les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La mission américaine auprès de l'UA a publié une déclaration affirmant qu'elle soutenait les objectifs d'autofinancement mais s'opposait aux "mesures commerciales" pour les atteindre. "Nous sommes fiers de notre partenariat avec l'UA et nous continuerons à travailler avec l'UA (...) pour trouver des moyens efficaces d'apporter la paix et la sécurité au continent", a-t-elle déclaré dans un communiqué à l'AFP. Le sommet du weekend représentait, selon des observateurs, la dernière chance pour M. Kagame de faire adopter des mesures fortes avant qu'il ne passe le relais au président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, moins enclin aux réformes.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});